



PROCES VERBAL

De la séance du conseil municipal du lundi 6 mars 2023

L'an deux mil vingt-trois, le **lundi six mars à dix-neuf heures**,

Le conseil municipal de la commune d'ALBIGNY-SUR-SAONE s'est réuni, en séance publique ordinaire, au nombre prescrit par la loi, sur la convocation qui leur a été adressée par le Maire, le 28 février 2023 et complétée le 2 mars 2023, conformément aux articles L.2121-10 et L.2121-11 du Code Général des Collectivités Territoriales.

La séance se déroule, dans le lieu habituel de ses séances, à la salle de l'Accueil, sous la présidence de Monsieur Yves CHIPIER, Maire.

Nombre de conseillers en exercice : **23** présents : 20 votants : 23

Présents :

Monsieur Yves CHIPIER, Maire

Madame Marie-Christine CORREDERA, Adjointe, Monsieur Gilbert CONVARD, Adjoint, Monsieur Thomas PAGUE, Adjoint, Monsieur Philippe LEYRELOUP, Adjoint, Madame Muriel JAMET, Adjointe,

Monsieur Bernard LAULAGNET, Monsieur Thierry SAUNIER, Madame Georgette FONDJO, Monsieur Thierry GOYET, Madame Laure JOLY, Madame Karine ANTOLINOS, Madame Séverine DESSALCES, Monsieur Ivan SUJOBERT, Monsieur Jérémy CAMUS, Monsieur Denis DE MARINIS, Monsieur Serge PROUVEUR, Monsieur Camille PEYRACHE, Madame Valérie ARGENTO, Monsieur Jean-Paul GOUX.

Représentés :

Monsieur David ENTIBI, conseiller municipal, représenté par Monsieur Gilbert CONVARD, Madame Maryline SAINT-CYR, Adjointe, représentée par Monsieur le Maire, Madame Aurélie PIETRE-CAMBACEDES, conseillère municipale, représentée par Monsieur Ivan SUJOBERT,

Absents excusés :

Absents :

Formant la majorité de ses membres.

Dans le cadre de la séance du conseil municipal du 6 mars 2023 :

Ouverture de la séance à 19h10

Madame Séverine DESSALCES, conseillère municipale déléguée à l'administration générale et à la coordination communale, est nommée secrétaire de séance.

TABLE DES MATIERES

APPROBATION DES COMPTES RENDUS	2
I/ PRESENTATION DES DECISIONS DU MAIRE PRISES PAR DELEGATION	2
II/ ASSOCIATIONS-CULTURE	7

2023-01 Délibération portant subvention exceptionnelle à l'association Les amis du Jumelage pour l'organisation de la commémoration des 30 ans du Jumelage Albigny – Ringsheim les 11 et 12 mars 2023,	7
2023-02 Délibération approuvant convention de partenariat avec l'association Barbara Furtuna pour l'organisation du concert de Fiumale dans l'Eglise de la Nativité de Notre-Dame le 23 mai 2023 à 20h30 et autorisant Monsieur le Maire à la signer,	9
2023-03 Délibération approuvant convention avec la Paroisse Saint-Christophe Les Deux Rives pour l'occupation de l'Eglise de la Nativité de Notre-Dame à l'occasion du concert de Fiumale le 23 mai 2023 à 20h30 et autorisant Monsieur le Maire à la signer,	9
III/ FINANCES	10
2023-04 Délibération portant acquisition d'un équipement de quartier pour l'aménagement d'une crèche et demande de subvention DSIL (Dotation de Soutien à l'Investissement Local)	10
2023-05 Délibération fixant les vacations funéraires,	14
2023-06 Délibération portant le vœu de la commune adressé à l'Etat pour la mise en place d'un bouclier tarifaire pour les collectivités locales,	14
IV/ LOGEMENT SOCIAL	16
2023-07 Délibération approuvant la convention unique relative au dispositif de Service d'Accueil et d'Information des Demandeurs (SAID) et de gestion partagée de la demande de logement social et des attributions et autorisant Monsieur le Maire à la signer,	16
VI/ RESSOURCES HUMAINES	18
2023-08 Délibération portant création d'un poste à temps complet dans le cadre d'emploi des adjoints administratifs et modification du tableau des effectifs	18
V/ POINT D'INFORMATION DU MAIRE	19
Coupe nocturne (23h00-5h00) de l'éclairage public à titre expérimental sur une période de 9 mois du 3 avril 2023 au 31 décembre 2023,	19

APPROBATION DES COMPTES RENDUS

Approbation du compte rendu de la séance du conseil municipal du 26 octobre 2022

ENVOI FAIT PAR MAIL LE 24 FEVRIER 2023

Le compte rendu de la séance du conseil municipal du 26 octobre 2022 est approuvé A L'UNANIMITE.

Approbation du compte rendu de la séance du conseil municipal du 9 décembre 2022

ENVOI FAIT PAR MAIL LE 24 FEVRIER 2023

Le compte rendu de la séance du conseil municipal du 9 décembre 2022 est approuvé A L'UNANIMITE.

I/ PRESENTATION DES DECISIONS DU MAIRE PRISES PAR DELEGATION

En application des dispositions de l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire a reçu délégation du conseil municipal dans les conditions prévues par la délibération du 17 décembre 2020.

En conséquence, Monsieur le Maire informe le conseil municipal des décisions suivantes qui ont été prises conformément à la délégation :

Pour l'année 2022 :

- **Décision n°72-2022 du 5 mai :** conclusion d'un marché de service avec l'entreprise SAONE TRACK pour une mission de Coordination de Sécurité et de Protection de la Santé (CSPS) dans le cadre du chantier de rénovation énergétique de la Mairie et des ateliers. Le montant du marché s'élève à 3 201,60€HT.
- **Décision n°73-2022 du 8 août :** attribution de la concession funéraire n° 942 (2,20 m²) à la famille DE MARINIS. Renouvellement pour 30 ans pour un montant de 404,80€.
- **Décision n°74-2022 du 16 août :** attribution de la concession funéraire n° 943 (2,20 m²) à la famille FURIO. Achat pour 30 ans pour un montant de 404,80€.
- **Décision n°75-2022 du 6 octobre :** attribution de la concession funéraire n° 944 à la famille DOUBLET (2,20 m²). Renouvellement pour 15 ans pour un montant de 202,40€.
- **Décision n°76-2022 du 21 octobre :** conclusion d'un marché de service avec l'entreprise ELECTRIX CITY pour la pose et dépose des illuminations des fêtes de fin d'année (2022). Le montant du marché s'élève à 12 610,00€HT.
- **Décision n°77-2022 du 12 novembre :** conclusion d'un marché de fourniture avec l'entreprise BOIS ROSA pour la fourniture de 5,980 tonnes de pellets pour la chaudière à bois de la mairie. Le montant du marché s'élève à 3 256,38€HT.
- **Décision n°78-2022 du 7 décembre :** conclusion d'un marché de travaux avec l'entreprise MGE pour des travaux de modification du portail d'entrée de l'école maternelle. Le montant du marché s'élève à 2 535,58€HT.
- **Décision n°79-2022 du 7 décembre :** conclusion d'un marché de service avec les BRIGADES NATURE pour l'entretien en 2023 des chemins communaux. Le montant du marché s'élève à 9 600,00€HT.
- **Décision n°80-2022 du 16 décembre :** conclusion d'un marché de travaux avec l'entreprise NATURE CONCEPT pour la réalisation d'une tranchée et la pose d'une gaine électrique et d'une gaine France Télécom pour l'enfouissement des réseaux alimentant le module PORTAKABIN situé dans la cour de l'école. Le montant du marché s'élève à 1 810,80€HT.
- **Décision n°81-2022 du 30 décembre :** virement de crédits, opérés depuis le chapitre 022 "dépenses imprévues", pour alimenter le chapitre 014 "atténuation de produits", au compte 739223 "fonds de péréquation des ressources communales et intercommunales". Le montant du virement s'est élevé à 1 821,00€.
- **Décision n°82-2022 du 31 décembre :** conclusion d'un marché de service avec l'entreprise APE CONSEIL pour la maintenance informatique sur l'ensemble de l'année 2022. Le montant du marché s'élève à 12 825,00€HT.

Pour l'année 2023 :

- **Décision n°01-2023 du 2 janvier :** conclusion d'un marché de service avec l'entreprise EXPERCITE pour la fourniture et la mise en service d'une nouvelle interface Homme Machine (IHM-AXXON ONE) pour la gestion des caméras de vidéoprotection. Le montant du marché s'élève à 14 089,39€HT.
- **Décision n°02-2023 du 9 janvier :** conclusion d'un marché de travaux avec l'entreprise EG3P pour l'enfouissement du réseau électrique alimentant le module PORTAKABIN implanté dans la cour de l'école. Le montant du marché s'élève à 1 680,00€HT.
- **Décision n°03-2023 du 9 janvier :** conclusion d'un marché de travaux avec l'entreprise EG3P pour le remplacement du vidéophone de l'école maternelle. Le montant du marché s'élève à 1 000,00€HT.

- **Décision n°04-2023 du 10 janvier** : conclusion d'un marché de travaux avec l'entreprise IDEX pour la création d'un bouclage de l'eau chaude sanitaire des vestiaires du Stade Henri Maret. Le montant du marché s'élève à 3 631,11€HT.
- **Décision n°05-2023 du 13 janvier** : attribution de la concession funéraire n° 945 (2,20 m²) à la famille PERRAYON. Renouvellement pour 15 ans pour un montant de 202,40€.
- **Décision n°06-2023 du 13 janvier** : attribution de la concession funéraire n° 946 (2,20 m²) à la famille CHETAIL. Renouvellement pour 15 ans pour un montant de 202,40€.
- **Décision n°07-2023 du 13 janvier** : attribution de la concession funéraire n° 947 (4,00 m²) à la famille DEVOT. Renouvellement pour 30 ans pour un montant de 736,00€.
- **Décision n°08-2023 du 13 janvier** : attribution de la concession funéraire n° 948 (2,00 m²) à la famille MELAY. Renouvellement pour 15 ans pour un montant de 184,00€.
- **Décision n°09-2023 du 17 janvier** : conclusion d'un marché de service avec l'entreprise COSMOS GE pour la réalisation d'un bornage contradictoire en vue de procéder à une délimitation du domaine public (chemin d'accès au "sud" de la mairie). Le montant du marché s'élève à 1 398,30€HT.
- **Décision n°10-2023 du 18 janvier** : attribution de la concession funéraire n° 949 (2,20 m²) à la famille BRET. Achat pour 30 ans pour un montant de 404,80€.
- **Décision n°11-2023 du 18 janvier** : conclusion d'un marché de fourniture avec l'entreprise APE CONSEIL pour la fourniture d'un ordinateur portable et d'une station d'accueil avec extension de garantie 3 ans sur site. Le montant du marché s'élève à 1 229,21€HT.
- **Décision n°12-2023 du 31 janvier** : conclusion d'un marché de service avec l'entreprise DEFIBRILL pour la maintenance des 8 défibrillateurs déployés sur la commune. La durée du marché est conclue pour une durée de 1 an. Le montant du marché s'élève à 1 043,81€HT.
- **Décision n°13-2023 du 9 février** : attribution de la concession funéraire n° 951 (4,40 m²) à la famille PERRAUD. Renouvellement pour 30 ans pour un montant de 809,60€.
- **Décision n°14-2023 du 17 février** : conclusion d'un marché de fourniture avec l'entreprise BOIS ROSA pour la livraison de 6 tonnes de pellets pour la chaufferie de la mairie. Le montant du marché s'élève à 3 348,00€HT.
- **Décision n°15-2023 du 20 février** : conclusion d'un marché de travaux avec l'entreprise EXPERCITE pour la fourniture et la mise en service d'une nouvelle caméra de vidéoprotection urbaine à l'ancienne poste. Le montant du marché s'élève à 2 924,20€HT.
- **Décision n°16-2023 du 22 février** : attribution de la concession funéraire n° 950 (2,20 m²) à la famille VALANTIN. Renouvellement pour 30 ans pour un montant de 404,80€.

Concernant la décision n° 14-2023, Madame Karine ANTOLINOS, conseillère municipale, souhaite savoir s'il s'agit uniquement de la livraison ou de la fourniture et de la livraison, et s'il s'agit bien d'une fourniture et livraison tous les trimestres, le tarif étant assez élevé à son avis.

Monsieur le Maire précise qu'il s'agit bien de la fourniture et de la livraison de granulés bois pour le chauffage de la Mairie et qu'il y a eu deux livraisons, une au mois de novembre 2022 sur le dernier trimestre 2022 et une au mois de février 2023 sur le premier trimestre 2023.

Monsieur Camille PEYRACHE, conseiller municipal, en faisant référence à la décision n° 15-2023, fait remarquer qu'il se rend compte du coût important que cela représente et souhaite savoir comment la commune suit le « coût-bénéfice » de l'installation de la vidéoprotection. Il souhaite aussi savoir sur quels types d'objectifs ce suivi est basé et quels sont les indicateurs mesurables pour déterminer, à un moment, s'il est intéressant pour la commune de conserver ce type d'équipement, ou si un jour, il devient nécessaire de « remettre en cause » cette installation parce que, du point de vue des indicateurs elle n'apporterait pas d'intérêt au vu du coût qu'elle représente.

Au niveau des indicateurs, Monsieur le Maire répond que très régulièrement, il y a des réquisitions de la part des forces de l'ordre ce qui montre déjà que l'installation des caméras est « efficace » à titre principal sur le domaine public de la voirie et des parkings et que par répercussion, il y a un intérêt pour la commune. Il ajoute que la démarche en cours consiste à remplacer certaines caméras qui ne sont pas efficaces pour l'identification des occupants à l'intérieur d'un véhicule ou pour lire correctement les plaques d'immatriculation. Il précise que tous les bâtiments communaux sont pourvus de systèmes de vidéoprotection. Par rapport aux indicateurs et la mesure de l'efficacité de l'installation, il indique qu'il n'est pas possible de tracer au jour le jour pour en « mesurer » l'efficacité et que l'on n'en est pas encore à ce stade. Il indique qu'il faudra se tourner vers la Gendarmerie. Par rapport aux bâtiments communaux qui sont déjà équipés de caméras, la commune les utilise ainsi que les Gendarmes et il en est de même pour les parkings et la voirie. L'intérêt principal est que les caméras permettent de retracer l'itinéraire emprunté par les délinquants.

Monsieur PEYRACHE en conclut que cela aide principalement les Gendarmes au niveau du territoire et il souhaite savoir si pour la commune d'Albigny-sur-Saône en tant que telle, même s'il précise qu'il ne dit pas qu'Albigny vit dans une bulle, il y a des indicateurs par exemple sur le taux de cambriolages, le taux d'agressions... des éléments concrets sur la vie quotidienne, des petites délits quotidiens ou des trafics de drogue.

Monsieur le Maire confirme qu'il y a un vrai maillage sur le territoire du Val de Saône et que cela facilite les actions des Gendarmes.

Monsieur Thomas PAGUE, Adjoint délégué aux travaux, au cadre de vie, à la sécurité et à la prévention des risques, répond qu'il y a des cambriolages sur la commune et que cela permet aux Gendarmes d'intervenir mais que les caméras ont aussi un véritable effet dissuasif par rapport aux petits délits. Il précise que par exemple, lorsqu'il y a des cambriolages sur la commune et des casses sur le parking de la Gare, les Gendarmes rassemblent les indices et regroupent les informations. Il ajoute que lorsqu'il y a eu beaucoup de casses sur les véhicules stationnés à proximité de la Gare d'Albigny, cela a permis aux Gendarmes de mener l'enquête. Pour lui, on ne peut pas parler de bénéfice financier mais bien de bénéfice pour la tranquillité publique.

Monsieur PEYRACHE demande comment mesurer justement ce bénéfice et si l'on sait par exemple, combien de voitures ont été cassées, combien il y a de cambriolages et si avec la mise en place des caméras, il y en a moins ou par rapport au nombre d'arrestations.

Monsieur le Maire indique que concernant ce qui est quantifiable, chaque mois, Monsieur PAGUE, le policier municipal et lui-même ont un point pour échanger avec la Gendarmerie sur les événements du mois d'avant. Il s'agit d'une restitution des faits marquants, s'il y a eu des réquisitions, des arrestations... sans qu'il y ait de véritables indicateurs de qualité à proprement parlé sur le bénéfice tiré des installations. Il précise aussi que par la suite, il n'est pas informé de la conclusion des instructions.

Madame ANTOLINOS s'étonne que l'on ne sache pas si les enquêtes aboutissent ou pas.

Monsieur PAGUE précise que l'on sait si les enquêtes aboutissent grâce aux caméras mais qu'en revanche, on n'a pas connaissance des détails des conclusions finales. Il confirme que les Gendarmes informent bien la commune quand les extractions d'images des caméras ont été bénéfiques à l'enquête. Il ajoute que c'est difficilement quantifiable mais qu'il est certain que les caméras sont bien utiles. Il indique qu'il y a une à deux réquisitions par semaine en moyenne et que cela aide l'enquête presque à chaque fois. On vient de moderniser les deux caméras qui étaient assez anciennes et le rendu est déjà au rendez-vous. On a déjà des réquisitions d'images qui ont été bénéfiques.

Monsieur PEYRACHE ajoute qu'il est intéressant de savoir comment ces caméras sont utiles et précise que ce qu'il souhaiterait savoir c'est si cet équipement qui impacte fortement le village et son budget est efficace.

Monsieur Denis DE MARINIS, conseiller municipal, fait remarquer que tous les conseillers municipaux sont de plus en plus sensibles à ces aspects-là, mais qu'il faut aussi tenir compte de l'effet dissuasif des caméras surtout sur les parkings. Il demande si, comme certains particuliers le font, la pose de caméra factice moins coûteuse a été envisagée.

Monsieur PAGUE répond que l'on travaille avec du matériel dans le but de résoudre des enquêtes et attraper des délinquants. De ce fait, l'installation de matériel factice n'est pas envisagée. On installe du matériel pour attraper des auteurs d'actes d'incivilités ou de délits et pour lui, le bénéfice est là et par répercussion, on aura peut-être moins de cambriolages sur la commune.

Monsieur PEYRACHE répond que justement c'est cela qui se mesure et voudrait savoir au moment où on prend une décision au niveau des investissements et du chiffrage, si on met en place des indicateurs. Il précise qu'il n'est pas là pour dire « c'est bien ou ce n'est pas bien » mais pour savoir comment la commune mesure l'apport des caméras de telle ou telle chose au-delà de l'idéologie.

Monsieur le Maire et Monsieur PAGUE indiquent qu'ils demanderont à la Gendarmerie s'il est possible de communiquer des statistiques à l'année. Et Monsieur PAGUE ajoute que la Gendarmerie tient des statistiques mais qu'elle ne peut pas communiquer en rentrant dans les détails.

Monsieur Philippe LEYRELOUP, Adjoint délégué à la vie scolaire et à la citoyenneté, relève que par expérience, en matière de prévention, de sécurité publique et de social, il est très compliqué de chiffrer et de quantifier. Il raconte que cela a été un sujet de débat pour lui durant toute sa carrière professionnelle.

Monsieur Jérémy CAMUS, conseiller municipal, fait remarquer que l'Etat utilise ces installations qui sont des investissements coûteux pour la commune mais demande à quel moment l'Etat prend en charge ces investissements ou donne une participation financière.

Monsieur le Maire répond que la commune bénéficie en général de subventions et Monsieur PAGUE précise qu'à chaque demande de nouvelle implantation, la commune demande une subvention.

Monsieur le Maire indique que les caméras concernées par un changement dans le cadre des décisions du Maire ont déjà fait l'objet d'une subvention au moment de leur installation et que la commune ne recevra pas de subvention complémentaire pour ces remplacements.

Monsieur Ivan SUJOBERT, conseiller municipal, relève que comme il y a un changement, ce n'est pas le même matériel.

Monsieur PAGUE explique que l'on utilise le même support et le même logiciel et que c'est pour cette raison qu'il n'y a pas eu de complément de subvention. En revanche, lorsque l'on installe de nouvelles caméras, la commune constitue un dossier.

Monsieur CAMUS fait remarquer qu'on dit souvent que la Métropole de Lyon ne donne pas assez de subventions mais dans le cas de la décision du Maire, il s'agit d'un changement de caméra pour une version plus performante afin de faciliter le travail des Gendarmes. Il souligne que les implantations sont souvent demandées par les Gendarmes et pour lui, cela relèverait bien d'une compétence de l'Etat financée par lui pour ce genre d'équipement.

Monsieur le Maire rejoint la remarque et rappelle que la Gendarmerie avait demandé à une époque à la commune d'installer des caméras sur les parkings autour de la Gare, sur le parking SNCF (Société Nationale des Chemins de Fer français) et sur le parking de la Métropole, installations qui auraient coûtées à la commune plus de 90 000€.

Monsieur PAGUE complète en précisant que c'est pour cette raison que la commune n'était pas allée dans ce sens. Il s'agissait de parkings sur un domaine privé de la SNCF et un domaine public métropolitain. Il ajoute que c'est pour cette raison que la commune a installé des caméras sur la voie publique uniquement dans ce secteur : entrée et sortie de la Gare car on installe des caméras que dans les cas où on peut obtenir des subventions.

Madame Laure JOLY, conseillère municipale, présume que les Gendarmes interviennent sur les réglages puisque c'est eux qui exploitent les images.

En réponse, Monsieur PAGUE explique que les caméras appartiennent à la commune et c'est bien la commune avec la société à qui elle a confié la maintenance qui interviennent sur les réglages. Il

souligne que c'est la commune qui décide de s'équiper en caméras pour la population et l'entretien de l'installation lui revient.

Monsieur DE MARINIS dit qu'on en est tous directement ou indirectement à se poser la même question. Il rappelle qu'il existe une commission municipale présidée par Monsieur PAGUE dans laquelle on s'occupe de la sécurité et qu'il existe aussi la participation citoyenne sur la commune et il propose, peut-être par ces biais-là, sur le mode de la discrétion, de travailler plus largement sur cette question d'évaluation et de ce que l'on peut faire un niveau de l'information.

Monsieur CAMUS plaisante en proposant de mettre en place une caméra participative en plus de celles qui se trouvent sur les parkings des particuliers, et qui ne devraient pas filmer la voirie, pour identifier les gens qui arrivent à proximité de chez eux.

Monsieur PAGUE rappelle qu'il est interdit de filmer la voie publique pour les particuliers donc judiciairement parlant, il est impossible de s'en servir.

Monsieur SUJOBERT souhaite connaître l'identité de son référent de quartier pour la participation citoyenne car il ne le connaît pas. Il sait que la Municipalité a la volonté de relancer le dispositif mais il trouve que ce dernier manque de transparence.

Monsieur PAGUE souligne que le dispositif est difficile à relancer sur l'ensemble du territoire du Val de Saône et que toutes les communes rencontrent des difficultés pour le redynamiser car peu de personne se portent volontaire, on attire plutôt des personnes qui sont retraitées alors qu'il serait bien de recruter des profils diversifiés et de tous les âges. Il propose à Monsieur SUJOBERT s'il est intéressé, à se rapprocher de lui. Il précise néanmoins que par rapport à la participation citoyenne, il existe bien un dispositif d'évaluation.

Monsieur DE MARINIS fait observer que les gens craignent d'être visibles s'ils s'engagent en tant que référents de la participation citoyenne. Il rappelle que le rôle de référent consiste principalement à être un observateur.

Monsieur le Maire ajoute qu'il existe directement avec les Gendarmes de Neuville, un groupe WhatsApp avec les référents de la participation citoyenne et les élus impliqués.

Monsieur SUJOBERT précise qu'il souhaite savoir qui est son interlocuteur de proximité dans le cadre de la participation citoyenne, vers qui se tourner s'il a besoin et savoir ce qui se passe dans son secteur. Il pense que c'est une demande qui correspond aux souhaits de nombre de nos concitoyens.

Concernant la décision n°09-2023, Monsieur SUJOBERT demande quel projet est concerné par le bornage contradictoire.

Monsieur le Maire répond qu'il s'agit du petit chemin qui longe le bâtiment de la Mairie et donne accès aux services techniques et indique qu'il s'avère nécessaire de vérifier les limites de propriété de cette voie.

Monsieur SUJOBERT trouve que dans ce cas, les frais devraient être partagés avec les riverains concernés.

Le conseil municipal prend acte des décisions.

II/ ASSOCIATIONS-CULTURE

2023-01 Délibération portant subvention exceptionnelle à l'association Les amis du Jumelage pour l'organisation de la commémoration des 30 ans du Jumelage Albigny – Ringsheim les 11 et 12 mars 2023,

Rapporteur : Monsieur le Maire

Monsieur le Maire demande à l'Assemblée délibérante de se prononcer sur l'attribution d'une subvention exceptionnelle à l'association Les amis du Jumelage pour l'organisation de la

commémoration des 30 ans du Jumelage Albigny – Ringsheim les 11 et 12 mars 2023. Il rappelle que tous les conseillers municipaux ont été destinataires des informations sur l'organisation de l'évènement par Madame Severine DESSALCES, conseillère municipale déléguée à l'administration générale et à la coordination communale et précise que 72 personnes sont attendues. Il indique que le point a été également étudié en commission Associations.

Il explique que l'association a présenté le budget prévisionnel afin d'organiser l'évènement qui se déroule sur les deux jours :

SAMEDI 11 MARS / ESPACE HENRI SAINT-PIERRE

- 15h30 Accueil - Musique MLA – Musikkapelle – Discours des Présidentes Film Rétrospective des 30 ans Diaporama « Création de la Fresque » Mise à l'honneur des enfants qui ont créé la fresque Chorale Albigny Danse - Ringsheimer Lied
- 19h30 Soirée festive et dansante, sur inscription - Discours des Maires

DIMANCHE 12 MARS / BIBLIOTHEQUE MUNICIPALE

- 10h00 Inauguration de la fresque réalisée par les enfants de CM2 et les enfants de Ringsheim Musique MLA - Musikkapelle - Country Albigny Danse – verre de l'amitié

La commune est partenaire de cet évènement au même titre que la commune côté Allemand et apporte son soutien au projet qui participe à l'animation du village et au rayonnement culturel de la commune en versant une subvention exceptionnelle en deux temps :

- Une subvention de 4 000,00€ (montant ferme) proposée dans la présente délibération,
- Et sur le principe, si cela est nécessaire, une subvention exceptionnelle complémentaire qui sera versée à l'issue de l'évènement, une fois les comptes consolidés par l'association.

Les deux subventions cumulées ne pourront pas excéder la somme de 10 000,00€.

Monsieur le Maire précise que l'association a obtenu une subvention auprès du Fonds Citoyen Franco-Allemand, fonds européen, d'un montant provisoire de 10 000,00€, qui représente le montant maximum que le Fonds verse pour ce type d'évènement, pour ce projet de commémoration des 30 ans du Jumelage et qu'un acompte d'un montant de 7 500,00€ a déjà été versé à l'association.

Les conseillers municipaux, membres du bureau d'une association dont une subvention est débattue, ne peuvent pas prendre part au vote et sont invités à sortir de la salle.
Aucun conseiller municipal n'est concerné.

**Où l'exposé de Monsieur le Maire,
Le conseil municipal, après avoir délibéré,**

DECIDE A L'UNANIMITE des présents et de procurations données :

- **D'ATTRIBUER** une subvention exceptionnelle de 4 000,00€ à l'association Les amis du Jumelage pour l'organisation de la commémoration des 30 ans du Jumelage Albigny – Ringsheim les 11 et 12 mars 2023,
- **DE DIRE** que la commune s'engage sur le principe, si cela est nécessaire, à verser une subvention exceptionnelle complémentaire à l'issue de l'évènement, une fois les comptes consolidés par l'association. Les deux subventions cumulées ne pourront pas excéder la somme de 10 000,00€,

- **DE PREVOIR** les crédits au titre des subventions de fonctionnement aux associations et autres personnes de droit privé (article 6574) au moment du vote du Budget Primitif.

Sachant que lesdites subventions seront officiellement octroyées sur la base de la production des documents habituels.

Monsieur le Maire remercie l'Assemblée au nom de nos amis Allemands.

2023-02 Délibération approuvant convention de partenariat avec l'association Barbara Furtuna pour l'organisation du concert de Fiumale dans l'Eglise de la Nativité de Notre-Dame le 23 mai 2023 à 20h30 et autorisant Monsieur le Maire à la signer,

Rapporteur : Monsieur le Maire

Monsieur le Maire rappelle que l'ensemble des conseillers municipaux a été destinataire de la convention de partenariat avec l'association Barbara Furtuna pour l'organisation du concert de Fiumale dans l'Eglise de la Nativité de Notre-Dame le 23 mai 2023 à 20h30.

La commune s'engage à mettre à disposition du groupe l'Eglise à partir de 17h30, à annoncer le concert sur ses supports de communication et à prendre en charge l'hébergement pour 3 personnes avec petits déjeuners pour la nuit du 23 au 24 mai 2023 (réservations et règlement de la facture, sans extras).

L'association organise le concert, la billetterie le jour du concert (en dehors de l'Eglise) et de l'affichage. Elle prend en charge les frais de transport depuis la Corse ainsi que la déclaration SACEM et le règlement des salaires des artistes et techniciens de son équipe ainsi que les droits d'auteurs. Elle s'engage à mettre le logo de la commune sur ses supports de communication.

De plus, l'association s'est engagée à respecter les locaux et a confirmé être assurée en responsabilité civile couvrant spécifiquement l'évènement et l'occupation des locaux.

Où l'exposé de Monsieur le Maire

Le conseil municipal, après avoir délibéré,

DECIDE A L'UNANIMITE des présents et de procurations données :

- **D'APPROUVER** la convention de partenariat avec l'association Barbara Furtuna pour l'organisation du concert de Fiumale dans l'Eglise de la Nativité de Notre-Dame le 23 mai 2023 à 20h30,
- **D'AUTORISER** Monsieur le Maire à la signer

2023-03 Délibération approuvant convention avec la Paroisse Saint-Christophe Les Deux Rives pour l'occupation de l'Eglise de la Nativité de Notre-Dame à l'occasion du concert de Fiumale le 23 mai 2023 à 20h30 et autorisant Monsieur le Maire à la signer,

Rapporteur : Monsieur le Maire

Monsieur le Maire rappelle que l'ensemble des conseillers municipaux a été destinataire de la convention avec la Paroisse Saint-Christophe Les Deux Rives pour organiser l'occupation de l'Eglise de la Nativité de Notre-Dame à l'occasion du concert de Fiumale le 23 mai 2023 à 20h30.

Il souligne que la commune organise ce concert et qu'il est nécessaire de signer une convention d'utilisation de l'Eglise avec la Paroisse Saint-Christophe les Deux Rives bien que la commune soit propriétaire de l'édifice.

Il précise que l'article 7 de la convention a été modifié car la commune ne peut pas faire de chèque et procédera à un virement par mandat administratif : « Le preneur s'engage à verser la somme de 150€ par mandat administratif à l'issue de la manifestation à la Paroisse, somme correspondant aux frais de fonctionnement de l'Eglise pour occupation occasionnelle (fluides, entretien...) ».

Monsieur Ivan SUJOBERT, conseiller municipal, relève que la convention envoyée avec la convocation du conseil municipal n'était pas complétée, trouve que le montant de 150€ est cher pour une salle communale et demande, par rapport aux 150€ de participation aux frais à verser pour l'occupation de l'Eglise, si l'Espace Henri Saint-Pierre ne serait pas libre d'autant que l'on a travaillé l'acoustique dans la grande salle au moment des travaux.

Monsieur le Maire répond qu'il ne peut pas répondre car il n'a pas vérifié mais précise qu'il s'agit de chants qui touchent plutôt au sacré et que le groupe se produit à titre principal dans les Eglises.

Madame Georgette FONDJO, conseillère municipale, relève que pour ce type de concert, l'Eglise est plus adaptée car a une meilleure qualité acoustique. Elle invite tout le monde à assister au concert car elle trouve que c'est un concert de qualité.

Monsieur Bernard LAULAGNET, conseiller délégué aux finances locales et aux développement et environnement urbains, souligne que la chorale est une tradition Corse et que l'Eglise a plus de cachet.

Pour Monsieur Jérémy CAMUS, conseiller municipal, c'est comme si la commune louait l'Eglise.

Monsieur le Maire répond que ce n'est pas le cas car il s'agit de compenser les frais de chauffage, d'électricité et d'entretien des locaux que la paroisse prend en charge.

Ouï l'exposé de Monsieur le Maire,

Le conseil municipal, après avoir délibéré

DECIDE à l'UNANIMITE des présents et des procurations données :

- **D'APPROUVER** la convention avec la Paroisse Saint-Christophe Les Deux Rives pour l'occupation de l'Eglise de la Nativité de Notre-Dame à l'occasion du concert de Fiumale le 23 mai 2023 à 20h30,
- **D'AUTORISER** Monsieur le Maire à la signer.

III/ FINANCES

2023-04 Délibération portant acquisition d'un équipement de quartier pour l'aménagement d'une crèche et demande de subvention DSIL (Dotation de Soutien à l'Investissement Local)

Rapporteur : Monsieur Bernard LAULAGNET, conseiller délégué aux finances locales et aux développement et environnement urbains,

Monsieur Bernard LAULAGNET, conseiller délégué aux finances locales et aux développement et environnement urbains, rappelle que la commune d'Albigny-sur-Saône est actuellement propriétaire de la crèche municipale « Les petits futés », Etablissement d'Accueil du Jeune Enfant (E.A.J.E), situé au 40 et 57 avenue Gabriel Péri, dont la capacité est au maximum de 28 places d'accueil régulier et occasionnel (berceaux) pour des enfants de 3 mois à moins de 4 ans :

- 18 places d'accueil au 57 Avenue Gabriel Péri,

- 10 places au 40 Avenue Gabriel Péri.

La commune manquant cruellement de berceaux et après échanges avec la Caisse d'Allocations Familiales (CAF), il a été décidé en partenariat étroit avec Lyon Métropole Habitat (LMH) de saisir l'opportunité de la construction d'un ensemble collectif, au 5 Rue Etienne Richerand, pour concevoir en rez-de-chaussée un nouvel équipement de quartier.

Cet équipement d'une surface de 196 m² sera livré nu et brut (hors d'air, fluide en attente) et permettra de créer à terme 12 à 14 berceaux.

L'estimation financière pour son acquisition (plateau nu) s'élève à 480 200,00€ hors frais de notaire.

Pour permettre la réalisation de cette opération, tout en conservant une capacité d'investissement afin de procéder à son aménagement, Monsieur LAULAGNET indique que Monsieur le Maire propose de mettre en œuvre le plan de financement suivant :

- demande d'une subvention auprès de l'Etat, au titre de la Dotation de Soutien à l'Investissement Local (DSIL) année 2023, au taux maximum espéré de 80%, soit : 384 160,00€HT.
- autofinancement communal à hauteur de : 96 040,00€HT.

La signature du contrat de réservation avec dépôt de garantie doit avoir lieu dans le courant du mois de mars 2023, avec réitération par acte authentique au cours du mois de juin 2023.

Les travaux de construction devraient démarrer à compter du mois de septembre 2023.

Monsieur Jérémy CAMUS, conseiller municipal, demande si on a déjà une idée du mode de gestion futur de cette crèche et fait observer que la présente délibération ne porte pas que sur la demande de subvention mais bien aussi sur la validation de l'acquisition de l'équipement de quartier en VEFA sans que la commune soit certaine d'obtenir la subvention DSIL. Il avoue qu'il est un peu perdu et se demande et si on ne met pas la charrue avant les bœufs. Il se demande même si on passe en force l'achat d'un plateau avant même d'avoir l'engagement des financements.

Monsieur LAULAGNET répond que l'on pense passer en Délégation de Service Public (DSP) comme pour notre premier EAJE (Equipement d'Accueil du Jeune Enfant) et que c'est dans la même logique. Il précise que par rapport cette acquisition, la commune est en capacité de l'autofinancer mais qu'il va de soi de faire des demandes de subvention sur tous les projets. Il confirme qu'il faut délibérer pour approuver l'achat en VEFA et pour la demande de subvention DSIL.

Monsieur CAMUS résume en indiquant qu'il y a une demande de subvention, le plan de financement et l'achat en VEFA. En l'état, il constate que l'on ne reviendra plus en conseil municipal pour valider l'achat.

Il précise que son groupe « Albigny pour tous » n'est pas en capacité de donner un blanc-seing sur la partie acquisition en VEFA de ce plateau.

Monsieur le Maire rappelle que l'acquisition avait déjà été prise en compte et était bien prévue et fléchée lors du vote du budget 2022 mais indique qu'il est d'accord pour compléter le titre de la délibération pour plus de lisibilité. Il ajoute que c'est pour cette raison que la DSP pour la partie petite enfance a été passée à deux vitesses en vue de l'augmentation du nombre de places.

Monsieur CAMUS demande si on est obligés de valider l'acquisition en VEFA et quel est le lien entre la subvention et l'achat en VEFA.

Monsieur Camille PEYRACHE, conseiller municipal, propose d'imaginer, dans une hypothèse très négative, que l'Etat ne verse pas de subvention à la commune, le plan de financement sera alors caduc. De plus, il relève que demander 80% de subvention c'est déjà très élevé et que dans la réalité, la commune n'obtiendra que 30 à 50% de subvention et de voter l'acquisition même si on n'obtient pas de subvention, ce n'est pas dans le bon sens.

Monsieur LAULAGNET précise que dans le projet de budget primitif 2023 en investissement, la recette de subvention attendue a été minorée et souligne que la commune a les reins suffisamment solides pour cette acquisition même sans subvention.

Monsieur PEYRACHE relève que ça veut dire que même si on n'a pas la subvention, on achètera.

Monsieur LAULAGNET rappelle plus largement que sur tous les projets de la commune, on s'engage sur le projet, on fait des demandes de subvention sans savoir au préalable si la commune obtiendra bien les aides financières. La procédure est ainsi faite.

Monsieur Serge PROUVEUR, conseiller municipal, souligne que ce qui gêne, c'est qu'il y a deux décisions dans la délibération. Il y a une décision pour l'achat et une décision pour la demande de subvention. Il fait le parallèle quand on achète un appartement chez le notaire, à l'inverse, normalement, le plan de financement est fait avant l'achat car sinon l'acte d'achat est caduc. Mais, si la commune a la capacité d'assumer l'achat de cette surface, il faut faire deux décisions et chacun votera.

Pour Monsieur CAMUS, le timing n'est pas dans le bon ordre.

Madame Karine ANTOLINOS, conseillère municipale, demande si le montant dans l'opération est suffisant et Monsieur le Maire répond que c'est le cas.

Monsieur CAMUS confirme.

Monsieur Ivan SUJOBERT, conseiller municipal, explique qu'il avait gardé en tête la somme de 900 000€ pour financer cet équipement avec une répartition 2/3 de subvention-1/3 d'autofinancement et il demande ce qui va rester à charge de la commune sur ce financement. Il indique être un peu perdu sur le financement du reste.

Monsieur LAULAGNET confirme que la commune a la capacité de financer l'équipement sans subvention mais que ce n'est pas l'idée. On ne peut pas connaître exactement le montant de la subvention qui sera accordé comme pour les autres projets. Il précise que l'on fera des demandes de subvention pour la partie équipement par la suite.

Monsieur le Maire rappelle que c'est un projet à deux vitesses avec une acquisition d'équipement en VEFA et une demande de subvention DSIL puis au moment de l'aménagement de l'équipement qui fera l'objet d'une demande de subvention auprès de la Caisse d'Allocations Familiales (CAF) qui nous a confirmé un engagement de principe par rapport au nombre de berceaux créés et d'une demande de subvention auprès de la Métropole de Lyon.

Monsieur SUJOBERT indique qu'il a quand même besoin d'avoir une vision sur ce financement. Il dit qu'il y a eu des engagements de principe et qu'il ne cherche pas à les remettre en cause mais il souligne qu'il y a un élément nouveau sur la décision de gestion en DSP de ce futur équipement.

Monsieur le Maire rappelle qu'on en avait déjà discuté, qu'il y a une certaine logique mais qu'il n'y avait pas eu d'écrit, que ce n'était pas rédigé comme ça.

Monsieur SUJOBERT demande quels sont les grands chiffres.

Monsieur LAULAGNET répond que l'achat du plateau correspond à 600 000€TTC et l'aménagement du plateau serait dans les 300 000€TTC (estimation 2021-2022) et que la CAF devrait apporter 197 000€ de financement. Pour la DSIL, il indique que l'on espère au moins 240 000€ soit 40% du coût d'acquisition. On a de bonnes raisons qui nous permettent d'aller dans ce sens-là mais en gardant en tête le delta de l'inflation.

En réponse à l'inquiétude de Monsieur SUJOBERT, Monsieur LAULAGNET confirme que la participation de la CAF est assurée puisque la commune a reçu un écrit. Pour la DSIL, il rappelle que l'on est bien obligés d'estimer les choses pour monter le budget d'investissement et on a les réserves qui nous permettent d'aller dans ce sens sans prendre trop de risque même si, bien entendu, il n'y a pas d'intérêt de financer sur fonds propres et que ce n'est pas le but mais à la limite, on pourrait le faire. Il y a une inconnue sur la DSIL mais pour chaque projet, c'est le cas.

Monsieur Denis DE MARINIS, conseiller municipal, indique qu'il ne retrouve pas les chiffres dans le texte rédigé dans le rapport.

Monsieur LAULAGNET précise que dans le texte, il s'agit de montants hors taxe et que l'on ne parle que de l'acquisition. La participation CAF est un financement par berceau créé et n'est pas mentionnée dans le texte de la délibération puisqu'elle interviendra plus tard.

Monsieur le Maire rappelle que la commune récupérera le FCTVA (Fonds de Compensation de la Taxe sur la Valeur Ajoutée) à hauteur d'environ 16.404% (taux actuel) dans un an.

Monsieur PROUVEUR insiste sur le fait qu'il y a bien deux décisions à prendre dans la même délibération.

Il est proposé de délibérer en deux temps.

Où l'exposé de Monsieur LAULAGNET,

A la demande et à l'UNANIMITE des conseillers municipaux le vote décomposé en deux temps.

Le conseil municipal, décide avec 18 voix pour (dont 2 procurations) et 5 abstentions (dont 1 procuration) Serge PROUVEUR, Jérémie CAMUS, Ivan SUJOBERT, Camille PEYRACHE et procuration d'Aurélien PIETRE-CAMBACÈDES.

- **D'APPROUVER** l'acquisition en Vente en l'Etat Futur d'Achèvement (VEFA) de cet équipement de quartier en rez-de-chaussée d'un ensemble collectif à construire, au 5 Rue Etienne Richerand en partenariat étroit avec Lyon Métropole Habitat, pour un montant de 480 200,00€ hors frais de notaire.

Le conseil municipal, décide à l'UNANIMITE des présents et des procurations données

- **D'APPROUVER** le plan de financement pour l'acquisition en VEFA et de charger Monsieur le Maire de solliciter la subvention DSIL (Dotation de Soutien à l'Investissement Local) 2023 auprès de l'Etat pour la réalisation de cette opération.

2023-05 Délibération fixant les vacations funéraires,

Rapporteur : Monsieur Thomas PAGUE, Adjoint délégué aux travaux, au cadre de vie, à la sécurité et à la prévention des risques,

Monsieur Thomas PAGUE, Adjoint délégué aux travaux, au cadre de vie, à la sécurité et à la prévention des risques, expose que la loi n°2008-1350 du 19 décembre 2008 relative à la législation funéraire détermine le dispositif applicable à la surveillance des opérations funéraires et aux vacations versées pour la réalisation de ces surveillances :

« Les opérations de surveillance mentionnées à l'article L. 2213-14 donnent seules droit à des vacations dont le montant, fixé par le Maire après avis du conseil municipal, est compris entre 20€ et 25€. Ce montant peut être actualisé par arrêté du ministre chargé des collectivités territoriales en fonction de l'indice du coût de la vie de l'Institut national de la statistique et des études économiques. Ces vacations sont versées à la recette municipale. »

Il est proposé au conseil municipal de revaloriser le montant unitaire des vacations funéraires fixé depuis 2015 à 22€ de le porter à 25€ à compter du 1^{er} mars 2023.

Monsieur Ivan SUJOBERT, conseiller municipal, fait part de son étonnement par rapport à la rétroactivité de la délibération au 1^{er} mars au lieu du 6 mars 2023.

Monsieur le Maire prend en compte sa remarque et la date est corrigée avec une prise d'effet au 6 mars 2023.

Monsieur SUJOBERT demande si les 25€ correspondent au montant maximum.

Monsieur le Maire indique qu'il s'agit bien du montant maximum et qu'un benchmarking a été réalisé sur les communes avoisinantes pour savoir quel tarif était pratiqué et la commune sera en adéquation avec la majeure partie des communes. Il ajoute que les Adjoints, et ceux à la retraite un peu plus que les actifs, et lui-même assurent des vacations mais que le policier municipal en assure le plus grand nombre. Il précise qu'en 2022, 66 vacations ont été réalisées.

Oùï l'exposé de Monsieur PAGUE,

Vu la loi 2008-1350 du 19 décembre 2008,

Le conseil municipal, après avoir délibéré, DECIDE A L'UNANIMITE des présents et de procurations données

- **DE FIXER** le montant unitaire des vacations funéraires à 25 € à compter du 6 mars 2023.

2023-06 Délibération portant le vœu de la commune adressé à l'Etat pour la mise en place d'un bouclier tarifaire pour les collectivités locales,

Rapporteur : Monsieur Thierry SAUNIER, conseiller délégué aux travaux, à la voirie et aux espaces verts,

Monsieur Thierry SAUNIER, conseiller délégué aux travaux, à la voirie et aux espaces verts, souligne que, depuis plusieurs années, les collectivités et établissements publics de l'agglomération lyonnaise se sont regroupées autour du SIGERLy afin de mutualiser leurs achats de gaz et d'électricité. Il ajoute que fin 2022 au dernier comité syndical de l'année, le Président du SIGERLy a évoqué le souhait de tout le comité de faire voter un vœu pour bloquer les tarifs et même ramener le tarif de l'électricité pour les collectivités au niveau des tarifs réglementés.

Monsieur Jérémy CAMUS, conseiller municipal, demande s'il s'agit bien du Président du SIGERLy et pas du Président de la République.

Monsieur SAUNIER confirme.

Ce mouvement est issu d'une obligation imposée par l'état aux collectivités de mettre en concurrence leurs fournisseurs d'énergie, et à l'impossibilité pour elles, sauf quelques rares exceptions, de conserver l'accès aux tarifs réglementés.

Cette organisation collective a permis à toutes ces structures publiques de disposer, depuis plusieurs années, des meilleures conditions d'achat possibles et ainsi optimiser leurs budgets de fonctionnement.

Aujourd'hui, avec l'explosion des tarifs de gros de gaz et d'électricité, les conséquences financières pour les collectivités du syndicat vont être majeures, et pour certaines impossibles à surmonter en 2023.

Il y a quelques semaines en France :

- ✓ le prix de gros du gaz pour l'année N+1 a frôlé les 300€ / MWh pour 2023, contre 13€ / MWh il y a 2 ans en pleine crise sanitaire ; L'automne 2022 étant particulièrement chaud, les prix ont chuté mi-novembre aux alentours de 100€/MWh ;
- ✓ le prix de gros de l'électricité pour l'année N+1 a dépassé les 1 100€ / MWh pour 2023 durant le mois d'août dernier, contre 45€ / MWh il y a 2 ans ; Du fait des annonces gouvernementales protectionnistes et du contexte climatique favorable, Ce prix se situe autour de 450€/MWh mi-novembre.

Monsieur SAUNIER indique que sur la commune, on a actuellement deux lots et deux types de tarifs : le tarif jaune avec Total Energies pour l'école et la maison des associations de mémoire. Depuis le 1^{er} janvier 2023 pour tout le reste, avec le groupement d'achat organisé par le SIGERLy tous les contrats de la commune sont passés d'EDF à ENGIE

Ces tarifs d'achat en gros vont conduire à une hausse des factures énergétiques des membres du groupement de :

- ✓ +14% TTC en moyenne pour le gaz en 2023 (pour le biométhane, le tarif reste inchangé par rapport à 2022), mais probablement x2.5 à x3 sur la facture dès 2024 ;
- ✓ Pour l'électricité, le paysage est très contrasté selon les membres et selon les marchés. Les estimations réalisées à date conduiraient aux chiffres suivants, dans un scénario plutôt pessimiste :
 - LOT 1 (TOTALENERGIES sites > 36 kVA)
 - +10% TTC en moyenne, mais incertitude importante
 - LOT 2 (ENGIE <= 36kVA)
 - Pour les bâtiments : +12.5% TTC en moyenne
 - Pour l'éclairage public : environ -50% TTC estimés,
 - NOUVEAU MARCHE EDF (ex-premium) :
 - **Multiplication estimée entre x3.5 et x5 TTC selon les sites, mais incertitude importante.**

Finalement, l'impact sur la facture d'électricité va considérablement varier selon les membres du groupement.

Ces hausses, même avec d'importants efforts de sobriété énergétique pour lesquels le SIGERLy se mobilise aux côtés des communes membres, ne pourront être absorbées par le budget des collectivités sans d'importantes conséquences (voir des fermetures de services publics).

Devant cette situation préoccupante, le SIGERLy a décidé de proposer à ses élus d'adopter un vœu à la fin de son comité syndical du 30 novembre 2022, ce vœu adressé à l'Etat demande la mise en place d'un bouclier tarifaire à destination des collectivités locales et la possibilité d'un retour au tarif réglementé de vente.

Aussi, Monsieur SAUNIER indique que Monsieur le Maire propose au conseil municipal de voter un vœu identique à l'instar des communes d'Ille et Vilaine qui ont proposé de faire de même avec le vote d'un vœu similaire.

Où l'exposé de Monsieur SAUNIER,

Le conseil municipal après en avoir délibéré, DECIDE A L'UNANIMITE des présents et des procurations données

- **DE PORTER** un vœu adressé à l'Etat, demande la mise en place d'un bouclier tarifaire à destination des collectivités locales et la possibilité d'un retour au tarif réglementé de vente.

IV/ LOGEMENT SOCIAL

2023-07 Délibération approuvant la convention unique relative au dispositif de Service d'Accueil et d'Information des Demandeurs (SAID) et de gestion partagée de la demande de logement social et des attributions et autorisant Monsieur le Maire à la signer,

Rapporteur : Madame Marie-Christine CORREDERA, Adjointe déléguée aux affaires sociales et aux solidarités,

Madame Marie-Christine CORREDERA, Adjointe déléguée aux affaires sociales et aux solidarités, rappelle que l'ensemble des conseillers municipaux a été destinataire de la convention unique relative au dispositif de Service d'Accueil et d'Information des Demandeurs (SAID) et de gestion partagée de la demande de logement social et des attributions. Elle précise qu'avant, la commune passait par le Fichier Commun du Rhône qui a été remplacé par le dispositif actuel PELEHAS. L'objectif est la simplification avec un accès plus rapide. Pour elle, ce qui est important de savoir, c'est que la commune s'inscrit dans ce système depuis de nombreuses années. Elle explique que le demandeur, quelqu'un qui cherche un logement social, peut se présenter en Mairie et qu'il est reçu par un agent de l'accueil qui a été formé, qui pourra rentrer dans ce système toutes les informations qui permettront au dossier d'être instruit, de mettre le dossier à jour et à cette personne d'avoir accès à son dossier. Il faut savoir que le délai pour une réponse favorable à un logement social est en moyenne d'une année et demie.

Elle explique que la Métropole de Lyon souhaite renouveler sa convention unique d'application du Plan Partenarial de Gestion de la Demande de Logement Social et d'Information des Demandeurs (PPGID) relative au Service d'accueil et d'information des demandeurs et à la gestion partagée de la demande de logement social et des attributions. Elle souligne que les acteurs du Plan Partenarial de Gestion de la Demande de Logement Social et d'Information des Demandeurs (PPGID) sont l'État, les communes de la Métropole, les associations, les centres communaux d'action sociale, les Maisons de la Métropole de Lyon, Action logement, et bailleurs sociaux.

En vertu de l'article R.441-2-16 alinéa 3 du Code de la Construction et de l'Habitat (CCH), cette convention acte la labellisation des lieux d'accueil et d'information mais elle décline aussi les orientations visant à satisfaire le droit à l'information des demandeurs de logement social. Elle définit également les outils qui sont mis à disposition des membres du SAID signataires de la présente convention pour :

- organiser la prise de rendez-vous dans les lieux du Service d'accueil et d'information des demandeurs,
- avoir accès aux informations dans la demande de logement social du demandeur pour mieux le conseiller,

- pour les acteurs ayant accès à l'outil métropolitain de gestion de la demande et des attributions en modification assurer la mise à jour du dossier du demandeur et des événements afférents (passage en Commission Social Technique du Logement (CSTL)...),
- pour les guichets enregistreurs enregistrer des demandes de logement social,
- avoir accès au portail professionnel commun,
- permettre le dispositif expérimental de location active.

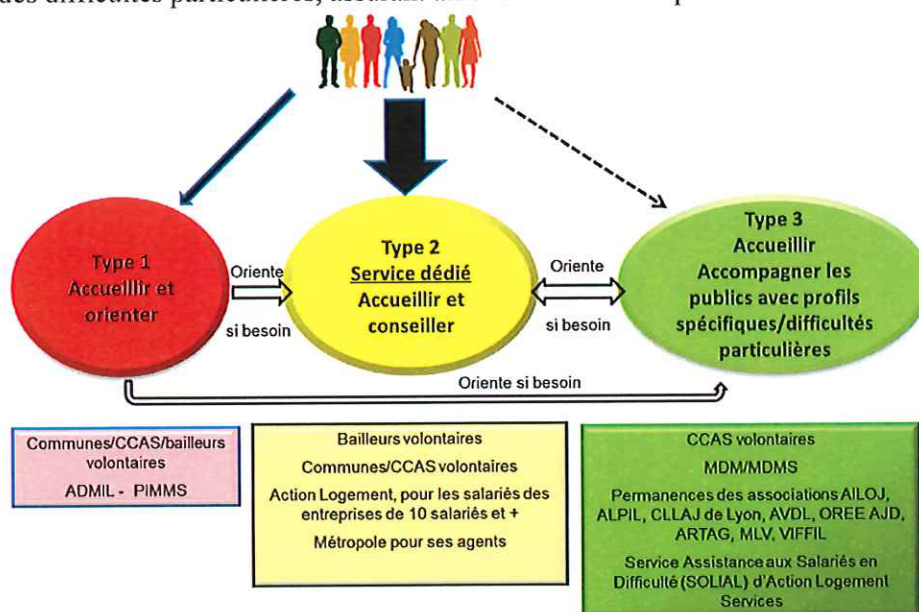
Ainsi la convention a pour objet principal de :

- présenter la structuration du SAID, ses modalités de fonctionnement et la labellisation des guichets de type 1, 2 ou 3 ;
- décliner les outils du SAID et leurs conditions d'utilisation.

Le SAID présente une structuration en 3 niveaux complémentaires c'est-à-dire en trois types de lieux qui se distinguent par le degré d'approfondissement de l'information et de l'accueil délivré à l'utilisateur :

Les lieux de types 1 et 2 : ces lieux généralistes assureront les principaux flux de demandeurs, offrant un service gradué allant de l'accueil-orientation (type 1) à l'accueil-conseil (type 2) ; **La commune d'Albigny-sur-Saône se positionne sur ces deux niveaux**, comme cela était déjà le cas.

- Les lieux de type 3 : ces lieux spécifiques s'adressent aux publics présentant un profil spécifique ou des difficultés particulières, assurant ainsi un service complémentaire.



Par la nature de leurs missions, les acteurs du SAID se répartissent entre les types 1, 2 et 3, selon les modalités suivantes :

- Les bailleurs sociaux ont vocation à participer au réseau d'accueil en assurant des missions correspondantes aux types 1 et/ou 2 ;
- Les communes (service habitat/logement ou CCAS) qui souhaitent rejoindre le réseau, peuvent élargir aux trois types de lieux d'accueil et d'information ;
- Action Logement est lieu d'accueil de type 2 pour les salariés des entreprises privées de 10 salariés et plus ; et lieu d'accueil de type 3 pour ce qui est du service assistance aux salariés en difficulté (ASD) ;
- La Métropole de Lyon (Direction de l'Habitat et du Logement) est un lieu d'accueil de type 2 pour ses agents ;

- Toutes les Maisons de la Métropole de Lyon (MDML), les communes, les centres d'actions sociales (CCAS) et les associations d'insertion par le logement qui le souhaitent, sont acteurs de type 3 ;
- L'Agence d'information sur le logement Département du Rhône Métropole de Lyon (ADMIL 69) et les points d'information médiation multiservices (PIMMS) relèvent d'un accueil de type 1.

	METROPOLE DE LYON					ASSOCIATIONS		PIMMS	D'autres acteurs pourront intégrer le SAID au cours de la mise en oeuvre du PPGID.
	Bailleurs	Communes/ CCAS volontaires	Action Logement	DHL	MDM/MDMS	ADIL	Associations		
Publics accueillis	Tous publics	Tous publics ou publics fréquentant le CCAS	Salariés des entreprises privées de + de 10 salariés	Agents de la Métropole	Publics fréquentant la MDM/MDMS	Publics fréquentant l'ADIL	Publics s'adressant aux associations	Publics fréquentant les PIMMS	
Type 1 : accueillir et orienter	X	possible	X			X		X	
Type 2 : accueillir, enregistrer, conseiller	x	possible		X					
Type 3 : Accueillir et accompagner les publics avec profils/difficultés particulières		possible			X		X		

Madame CORREDERA indique que toute modification devra faire l'objet d'un avenant.

Elle précise qu'en 2022, nous avons eu 17 demandes de logements enregistrées en Mairie et sur la commune, il y a 257 logements sociaux sur la commune. Elle ajoute que, toujours en 2022, il y a eu 23 attributions sur la commune et qu'actuellement, il y a 67 demandes de logement social en attente.

Où l'exposé de Madame Marie-Christine CORREDERA

Le conseil municipal, après avoir délibéré,

DECIDE A L'UNANIMITE des présents et de procurations données

- **D'APPROUVER** la convention la convention unique relative au dispositif de Service d'Accueil et d'Information des Demandeurs (SAID) et de gestion partagée de la demande de logement social et des attributions sur les types 1 et 2,
- **D'AUTORISER** Monsieur le Maire à la signer.

VI/ RESSOURCES HUMAINES

2023-08 Délibération portant création d'un poste à temps complet dans le cadre d'emploi des adjoints administratifs et modification du tableau des effectifs

Rapporteur : Monsieur le Maire

Monsieur le Maire explique que conformément à l'article 34 de la Loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale, les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement. Il appartient donc au conseil municipal de fixer l'effectif des emplois à temps complet et non complet nécessaires au fonctionnement des services.

Considérant la demande d'intégration directe de l'agent en poste de gestionnaire des ressources humaines au service administration générale à compter du 1^{er} mars 2023 et l'avis favorable de la Ville de Paris en sa qualité d'administration d'origine,

Considérant que le poste est ouvert sur le grade d'adjoint administratif principal de deuxième classe dans le cadre d'emploi d'adjoint administratif,

il est proposé de créer un poste d'adjoint administratif principal de deuxième classe à temps complet.

Monsieur Ivan SUJOBERT, conseiller municipal, trouve que le conseil municipal n'arrête pas de voter des créations de postes pour créer de la souplesse et il regrette que l'on n'y arrive toujours pas.

Monsieur le Maire en convient et indique qu'un travail de fonds va être réalisé en Mairie pour mettre à jour le tableau des effectifs afin d'éviter de laisser trop de postes ouverts et non pourvus.

Monsieur SUJOBERT souligne que le tableau des effectifs doit correspondre l'ambition de la politique de recrutement-cible de la commune, pour recruter des agents pour telle ou telle tâche.

Vu le Code Général de la Fonction Publique,

Où l'exposé de Monsieur le Maire,

Le conseil municipal, après avoir délibéré,

DECIDE A L'UNANIMITE des présents et des procurations données

- **DE CREER** un poste d'adjoint administratif principal de deuxième classe à temps complet (cadre d'emploi des adjoints administratifs-emploi permanent) à compter du 1er mars 2023,
- **DE MODIFIER** le tableau des effectifs

V/ POINT D'INFORMATION DU MAIRE

Coupure nocturne (23h00-5h00) de l'éclairage public à titre expérimental sur une période de 9 mois du 3 avril 2023 au 31 décembre 2023,

Monsieur le Maire souligne que la commune et plus largement la France traverse un contexte de pénurie énergétique mondiale qui ne va pas pour l'instant en s'arrangeant et qui pousse les particuliers et les collectivités aux économies d'énergie.

Il rappelle que les 17 Maires de la Conférence Territoriale des Maires du Val de Saône avaient fait le choix de mettre en place des règles et un plan d'actions pour limiter les impacts que cette crise pourrait produire au niveau des collectivités territoriales.

Il s'agit d'économie d'énergie, mais la notion de « sobriété énergétique » avait été retenue suggérant ainsi une démarche vertueuse dont l'enjeu n'est pas seulement financier. En effet, l'extinction de l'éclairage public induit de facto une baisse significative de la pollution lumineuse.

Il précise que c'est dans la continuité de la démarche déjà engagée, et qu'il a étudié la question avec Monsieur Thierry SAUNIER, conseiller délégué aux travaux, avec le SIGERLy. Il indique qu'on va gérer l'extinction de l'éclairage public aux armoires de certaines rues de la commune afin que le schéma d'extinction puisse être mis rapidement en œuvre, tout en laissant quelques rues ou portions avec un éclairage nocturne en fonction pour habituer les riverains et aller aussi vers une extinction future et

progressive. Il ajoute que cela nous permettra durant cette période de travailler sur le Schéma d'Extinction Globalisée.

Monsieur Camille PEYRACHE, conseiller municipal, demande si on laisse des rues allumées par qu'il n'est pas techniquement possible d'éteindre.

Monsieur le Maire répond que c'est le cas car l'extinction va se faire en bas, à l'armoire, mais qu'en parallèle, on travaille sur un schéma pour étudier si on change le type de candélabre ou juste la lampe à termes et de prévoir l'échelonnement des investissements.

Monsieur SAUNIER, indique qu'aujourd'hui, la commune dispose de 8 armoires qui gèrent un certain nombre de points lumineux et soit la commune engage des travaux de génies civils qui seront coûteux soit on réfléchit à d'autres évolutions possibles. Aujourd'hui, il est proposé de faire un essai. Il précise que malheureusement, la RD51 reste allumée. Il souligne que c'est un choix de test et que ce test permet une économie estimée à 10 000€, c'est-à-dire 10 000€ de gains et peut-être que dans le cadre du SDAL (Schéma Directeur d'Aménagement Lumière), on pourra peut-être décider en 2024 de réinvestir pour relamper en led et même si on laissait encore allumer sur ces secteurs, on gagnerait encore de l'argent. Avec une meilleure diffusion, on gagnerait encore en linéaire et on pourrait baisser l'intensité de l'éclairage et la chaleur.

Monsieur Ivan SUJOBERT, conseiller municipal, demande confirmation si l'économie de 10 000€ concerne bien uniquement la période test et Monsieur SAUNIER confirme et trouve que c'est significatif.

Monsieur Jérémy CAMUS, conseiller municipal, demande si sur la place, vers la Maison des associations, sur un pylône l'armoire blanche est une armoire d'éclairage public qui permet l'extinction.

Monsieur le Maire répond qu'il s'agit d'une armoire pour la vidéoprotection.

Les difficultés d'approvisionnement en gaz et le ralentissement de la production électronucléaire française impliquent :

- Un risque de coupure d'électricité cet hiver,
- Une forte hausse de la facture de gaz et d'électricité,

D'où la mise en place du plan de sobriété énergétique acté par délibération, présentée lors du conseil municipal du 26 octobre 2022 et votée à l'unanimité.

Monsieur le Maire relève qu'il ne faut pas oublier que la pollution lumineuse joue énormément sur la biodiversité et que cela peut perturber les écosystèmes et que l'extinction la nuit permet à la fois de préserver l'environnement, de réduire les nuisances lumineuses pour les riverains, sur la faune, la flore et de diminuer bien évidemment la facture énergétique.

Il précise la méthode : c'est l'installation d'horloges astronomiques qui gèrent l'éclairage public pour permettre facilement de couper et régler les horaires pour baisser l'intensité de l'éclairage, à savoir que les économies que l'on pourra sans doute réaliser pourront aussi permettre à la commune de mettre en place un plan pour passer les anciennes lampes énergivores en led, pour pouvoir par la suite jouer sur la facture et régler l'intensité de l'éclairage à différents moments de la nuit.

Considérant la nécessité de lutter contre la pollution lumineuse, les émissions de gaz à effet de serre, d'engager des actions volontaires en faveur des économies d'énergies et de la maîtrise de la consommation d'électricité.

Monsieur le Maire informe l'Assemblée de son souhait d'éteindre l'éclairage public toutes les nuits de 23h00 à 5h00 du matin excepté sur les voies ou parties de voies suivantes :

- De l'entrée Nord de la commune : Quai Villevert jusqu'au rond-point du pont d'Albigny.
- Rue Lefebvre,
- Ch. St Jacques,
- Av de la gare,
- Place de la gare
- Quai Général de Gaulle
- Av Henri Barbusse :
 - o De la zone de loisirs au n°21 de l'avenue.
 - o De City aventure jusqu'à la limite avec Couzon
- Rue Zipfel
- Ch. privé Notre-Dame
- Rue Richerand
- Voie nouvelle
- Rue Jean Chirat zone de rencontre le long de la voie ferrée.
- Ch. des écoliers
- Ch. des gorges
- Av G Péri du n° 25 au n° 37
- Rue Germain : du n°20 jusqu' à la place de Verdun.
- Place Verdun
- Du n°1 au n°7 Mtee Chanoine Roulet
- Zone piétonne escalier ch. du vieux château
- Parking du cèdre

Il ajoute que cette modification de l'éclairage public, acté par un arrêté du Maire, se fera sur une période d'essai de 9 mois à compter du 3 avril 2023 au 31 décembre 2023 et sera mise en place par le SIGERLy.

Monsieur Ivan SUJOBERT, conseiller municipal, remercie Monsieur le Maire pour l'envoi du calendrier annuel des réunions du conseil municipal.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 20h25.

Madame Séverine DESSALCES secrétaire de séance	Monsieur Yves CHIPIER Maire
